

Termes de Référence Consultance

DIAGNOSTIC AGRAIRE ET DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGROPASTORALES DANS LA PREFECTURE DE LA BAMINGUI- BANGORAN



Mission RCA

Bangui - Mai 2021

Personne à contacter

Les offres techniques et financières devront être envoyées par e-mail à l'adresse suivante avant le 25/06/21 avant 17h00 (Heure de Paris)

Chargé de Programme - Antoine MILLY	E-mail: amilly@premiere-urgence.org
Date de départ prévue:	Septembre – Octobre 2021
Rapport final consultance :	Début Novembre 2021

1. Contexte

1.1. CONTEXTE GENERAL

La République Centrafricaine a été affaiblie depuis près d'une trentaine d'années par des crises militaires et politiques à répétition et tout particulièrement par la crise de l'année 2013 qui s'est initiée dans le Nord-Est de la RCA. La population autant dans les zones urbaines que rurales en a été affectée. La RCA figure ainsi aujourd'hui à l'avant dernière place du classement basé sur l'Indice de Développement Humain (IDH), soit à la 187^{ème} place sur 188, avant le Niger. Le nombre de personnes en besoin d'aide humanitaire immédiate augmente depuis une dizaine d'années (1,6 millions en 2006, plus de 2,8 millions en 2021) pour atteindre 59,6% de la population, avec une augmentation de 10% depuis septembre 2018. Les principales causes de l'insécurité alimentaire sont essentiellement les conflits violents (luttres de pouvoirs pour l'accès et l'exploitation des ressources, banditisme armé, notamment en zone transfrontalières, et conflits lors du passage des transhumances) et les déplacements répétés qui en découlent (1/4 de la population est concernée : 643 000 déplacés internes et 575 000 réfugiés vers les pays voisins en 2019).

Isolées du reste du pays pour des raisons climatiques (routes coupées en saison des pluies) et par la présence d'une ceinture de parcs naturels, la préfecture de la Bamingui-Bangoran sont à la fois sous-développées, sous-peuplées et très difficiles d'accès. Quasiment dépourvues de services publics et d'infrastructures modernes, leur isolement est aussi social, politique et économique. Cette situation impacte directement la sécurité alimentaire des ménages. Par exemple, dans le district sanitaire de Bamingui-Bangoran le taux de Malnutrition Aigüe Globale (MAG) est de 9.1% dont 6.8% pour la Malnutrition Aigüe Modérée (MAM) et 2.2% pour la Malnutrition Aigüe Sévère (MAS), soit des seuils critiques (PUI, septembre 2018). En septembre 2018, plus de la moitié de la population possède un score de consommation alimentaire (SCA) limite ou pauvre (54%). L'insécurité alimentaire se traduit surtout par une quantité et fréquence de consommation faible. 83,3% de la population adulte ne consomme qu'un seul repas par jour. C'est également le cas pour 75,3% pour les enfants de 1 à 5 ans.

La Préfecture de la Bamingui-Bangoran dont le chef-lieu est Ndélé couvre une superficie de 58 429 km² pour environ 101 519 habitants. L'activité socio-économique dans cette préfecture repose essentiellement sur l'agriculture, le commerce, l'élevage, la pêche et la cueillette. Toutefois, le manque cruel de moyens et d'infrastructures nécessaires à ces autorités et aux différents

¹ Humanitarian Need Overview, OCHA, 2021 et rapport SOFIA 2019 (FAO, PAM et FIDA).

responsables de services rend leur déploiement et installation difficile. La présence effective de l'Etat dans cette région et l'ensemble des services sociaux de base disponibles tels que l'éducation, la santé, le logement, ou l'accès à l'eau potable sont donc toujours impactés par les effets de la crise. Par ailleurs, le rapport de l'ENSA (Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire) de décembre 2018 a montré que 42% des ménages de la Bamingui Bangoran ont eu recours à des stratégies de crise ce qui marque la fragilité des ménages de ces deux préfectures tandis que l'analyse projetée de l'IPC de l'insécurité alimentaire du mois d'Octobre 2019 présentait encore 15 % de la population, soit environ 15 000 personnes en phase 3. Enfin les opportunités de développement d'activités génératrices de revenus agricoles et non-agricoles sont limitées.

Malgré ces difficultés structurelles lourdes, la préfecture de la Bamingui Bangoran possède de réels atouts et un appui pourrait concourir aux dynamiques de relèvement existantes. Il existe, par exemple, une demande de formation technique et professionnelle de la part de la jeunesse et des adultes mais l'offre locale n'est pas satisfaisante voire inexistante. Il faut également souligner l'existence d'initiatives collectives exclusivement créées par des femmes et pour des femmes mais qui demeurent marquées par le manque de leur représentativité dans les instances décisionnaires locales. En outre, les ressources naturelles riches pourraient permettre la mise en place d'activités de développement local notamment autour des parcs naturels (agriculture, forestier, élevage, pêche).

C'est dans ce contexte que sous financement de l'Agence Française de Développement, un consortium composé de 3 ONG internationales: le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC), Première Urgence Internationale (PUI), Triangle Génération Humanitaire (TGH) a été mis sur pied pour développer un projet dont l'objectif est d'améliorer la situation socioéconomique des populations vulnérables en facilitant et renforçant leur accès à des services de base, à des ressources naturelles durables et à des opportunités économiques renouvelées. Cela sera mené grâce au renforcement des structures étatiques et des dynamiques communautaires et en s'appuyant sur des plans participatifs de développement local.

A noter les derniers événements sécuritaires de la zone, suite à l'assassinat d'un colonel du groupe armé FPRC (Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique) le 2 mars 2020, des affrontements se sont déroulés dans la ville de Ndélé entre deux factions du même groupe les 06 et 11 mars, occasionnant une dizaine de morts et des blessés. Quelques semaines plus tard, Ndélé fut de nouveau le théâtre de violents combats le 29 Avril 2020 qui coûtèrent la vie à plus de 20 personnes et blessés plus de 50 personnes, majoritairement civiles. Ces différents affrontements ont été à l'origine de vastes mouvements de populations vers des sites de déplacés. D'autres encore ont préféré se réfugier dans la brousse. Ces sites ont été vidés une première fois le 29 mars sous pressions des groupes armés qui se targuaient de pouvoir assurer la sécurité des populations mais les mouvements ont repris massivement vers les sites suite aux conflits du 29 avril. Après ce second choc, une vague de criminalité a touché la ville de Ndélé ciblant entre autres les acteurs humanitaires avec différents braquages, vols, intrusions, qui ont poussé des ONG de la place à quitter Ndélé momentanément. Malgré la visite de l'équipe humanitaire du 09 mai, les actes d'intrusion ont continué, obligeant également PUI à quitter Ndélé avec l'ensemble des équipes délocalisées et expatriées le 12 mai 2020. A là mi-Août 2020, avec l'accalmie observée dans la majeure partie de la Préfecture, PUI a redéployé son équipe à Ndélé avec la reprise des activités sur les différents axes accessibles. Le 30 Septembre 2020, NRC a définitivement arrêté ses interventions dans la localité suites à de multiples braquages et cambriolages subis. Depuis ces derniers événements sécuritaires de 2020, la Bamingui-Bangoran présente le plus fort taux de population en situation d'insécurité alimentaire aigüe sévère (phase 3 et supérieure), à savoir 54% de la population

actuellement avec une projection de 60% de la population durant la période de soudure 2021². 39% des ménages de la Bamingui-Bangoran présentent un score de consommation pauvre et 75% utilisent des stratégies de moyens d'existence d'urgence³. La sous-préfecture de Ndélé présente également le plus fort pourcentage de ménages n'ayant pas accès aux marchés à cause de l'insécurité (27%).

Au vue de ce nouveau contexte impactant fortement les populations et augmentant la pression sur l'accès aux denrées, il apparaît toujours important d'améliorer les techniques agricoles, renforcer la résilience des communautés et améliorer la situation nutritionnelle.

1.2. PREMIERE URGENCE INTERNATIONALE EN RCA

Première Urgence Internationale est présente en RCA depuis 2007. Depuis 2019, les équipes de Première Urgence Internationale se déploient sur deux régions du pays : Bangui la capitale et Ndélé dans le Nord. PUI mène des activités d'urgence et de réponse aux causes structurelles des problématiques de sous-développement, en répondant globalement aux besoins des populations retournées, déplacées et hôtes notamment en milieu urbain. Les équipes œuvrent aujourd'hui dans les domaines de la santé et de l'EHA, de l'assistance nutritionnelle, de la sécurité alimentaire, de la logistique et de la cohésion sociale à Bangui et à Ndélé

A Ndele particulièrement, PUI intervient dans le District sanitaire de Bamingui-Bangoran depuis 2007, et a mis en œuvre successivement plusieurs interventions dans les domaines de la santé, la nutrition et la sécurité alimentaire afin d'améliorer l'accès des populations aux soins de santé primaires et la sécurité nutritionnelle des populations vulnérables, à travers l'appui à la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant, le référencement des cas de complications, l'appui à la santé de la reproduction et l'amélioration de l'accès aux intrants agricoles et la diversification de la production. Depuis juillet 2015, PUI met en œuvre en Bamingui-Bangoran un projet de restauration du système de santé de base à travers une approche district sanitaire et soutient actuellement 20 Formations sanitaires de 1er contact et l'hôpital de district de la Bamingui Bangoran.

PUI met également en œuvre des projets de relèvement économique basé sur le soutien aux filières agropastorales économiquement porteuses à travers la redynamisation du circuit de production, la commercialisation et l'accompagnement à la structuration en groupement. En 2020, PUI a lancé en consortium avec THG une intervention de développement financée par l'AFD visant à soutenir le redéploiement des services techniques déconcentrés, les dynamiques de cohésion sociale entre éleveurs et agriculteurs, l'amélioration des services de bases au niveau des structures de santé et le relèvement économique des communautés. PUI mène également des projets de plus court-terme visant à apporter une assistance alimentaire d'urgence aux familles les plus vulnérables en s'appuyant sur une approche intégrée santé-nutrition-sécurité alimentaire.

² IPC, sept 2020-août 2021, octobre 2020

³ Ibid.

2. Objectifs de la mission

2.1. OBJECTIF GENERAL

L'objectif de cette mission de consultation est de réaliser un diagnostic agraire permettant de comprendre les réalités paysannes de la zone d'étude, ainsi qu'une étude des filières agropastorales identifiées afin d'en tirer une analyse à la fois dans une dynamique historique et dans un contexte agro économique global afin d'émettre des hypothèses d'adaptation et de durabilité sur le développement des filières agropastorales identifiées comme étant économiquement porteuses et émergentes.

2.2. OBJECTIFS SPECIFIQUES

De façon spécifique, cette étude permettra de :

- ✓ Identifier les interactions entre les différents types de systèmes agropastoraux et d'étudier leurs contraintes et leur potentiel;
- ✓ Faire un zonage agropastoral et identifier les groupes cibles d'acteurs ;
- ✓ Hiérarchiser les facteurs limitant le développement agropastoral dans la zone étudiée ;
- ✓ Elaborer des recommandations/orientations nécessaires pour le développement des filières agropastorales dans la préfecture de la Bamingui-Bangoran ;
- ✓ Analyser les chaines de valeurs des filières agropastorales (apicole, piscicole, maraichère, petit élevage et agricoles) identifiées comme économiquement porteuses et émergentes dans la préfecture.
- ✓ Elaborer des recommandations/orientations nécessaires à la structuration des filières et à l'augmentation de la marge bénéficiaire des acteurs des filières
- ✓ Produire un calendrier d'action avec un suivi sur 2 ans afin de capitaliser sur des opérations de développement des filières agropastorales réussies pouvant faire l'objet de publication et large diffusion avec une visite annuelle à budgétiser (en option dans le budget)

3. RESULTATS ATTENDUS

A l'issue de cette étude, les principaux résultats attendus sont les suivants :

- Une présentation de la zone d'étude (peuplement, climat, zones agro-écologique, évolution historique...) est faite
- Les différents systèmes de production agro-pastoraux de la zone de l'étude et les types de producteurs/éleveurs qui les mettent en place sont décrits.
- L'évolution des dynamiques socioéconomiques (hommes, économie, culture et histoire), notamment concernant la gestion foncière et des ressources, mais aussi les chaines de décisions et les différents pouvoirs en place sont détaillés.

- Les stratégies d'adaptation mises en œuvre pour diminuer l'impact des crises sécuritaires sur les systèmes de production sont détaillées
- Les mécanismes de gestion des conflits agro-pastoraux sont identifiés et le rôle des acteurs intervenant dans la gestion des conflits sont détaillés
- La typologie des ménages par axe d'intervention ainsi que les propositions d'appui adapté à chaque cas sont présentées
- La typologie des acteurs par filière et l'analyse des gains marginaux à chaque étape de la filière sont établies
- Les défis et enjeux actuels que connaît la zone par type de filière et par axes d'intervention sont présentés
- Les défis, enjeux actuels et axes d'amélioration pour chaque filière retenue sont listés
- Un calendrier d'action/suivi sur 2 ans afin de capitaliser sur les opérations de développement des filières agropastorales réussies est établi, avec une visite annuelle à budgétiser (en option dans le budget)
- Des propositions pour développer de façon pertinente, efficace et durable chaque filière retenue sont formulées

4. Méthodologie

Le/la consultant(e) devra proposer une méthodologie complète et structurée pour le travail qui lui est demandé. Néanmoins, la réalisation de la consultation se fera en trois étapes :

Etape 1 : Phase préparatoire de la mission

La rencontre de cadrage : elle permettra d'harmoniser les compréhensions sur les TdR et de finaliser la méthodologie et le chronogramme de la mission ;

L'étude documentaire : le(a) consultant(e) cherchera et exploitera les documents de références, des expériences antérieures ayant des liens avec le diagnostic agraire et le développement des filières ;

Conception et validation des outils : il s'agira de concevoir l'ensemble des outils qui seront utilisés sur le terrain pour la collecte des données (qualitatives et quantitatives) en amont de la mission. Ces outils feront l'objet de validation au niveau de Première Urgence Internationale (siège/coordination et base).

Etape 2 : Phase terrain de la mission

Recrutement et formation des enquêteurs/collecteurs (enquêteurs et équipe programme): cette étape se déroulera à la base de Ndélé ;

La collecte des données : il s'agira de recueillir toutes les informations qualitatives et quantitatives auprès des acteurs concernés ;

L'analyse des données : il s'agira d'analyser les données recueillies afin d'élaborer les bases de données sur lesquelles le(a) consultant(e) s'appuiera pour la rédaction du rapport.

Etape 3 : Production des rapports et dissémination des résultats :

Production du draft de rapport : Une première version de rapport sera produite et partagée avec PUI suite à la présentation sur place des résultats du diagnostic à la base à Ndélé lors d'un atelier de restitution locale.

Production du rapport définitif : Suite à la restitution suscitée et aux retours faits sur la première version partagée, le consultant intégrera les feedbacks et commentaires des acteurs impliqués dans le domaine dans le rapport afin d'avoir la version définitive du rapport. Une présentation des résultats de la consultation sera faite au niveau de la coordination de PUI à Bangui et en présence des autres partenaires invités pour la circonstance. Le(a) consultant(e) sera appelé(e) à compléter et améliorer le rapport suivant les échanges qui découleront de cet atelier de restitution.

5. Livrables attendus

1. Une note de cadrage et réalisation des outils (compréhension des TDR, méthodologie du diagnostic agraire et chronogramme de réalisation)
2. Une base de données (BDD) dûment renseignée et analysée.
3. Un rapport répondant aux objectifs susmentionnés comprenant :
 - Un sommaire ;
 - Une table des sigles et des acronymes ;
 - Un résumé exécutif ;
 - Un rapport narratif détaillant les résultats des objectifs ;
 - Les annexes : termes de référence, la liste des personnes et des structures rencontrées, bibliographie.
4. Une présentation Powerpoint sur le diagnostic agraire et l'étude de filière
5. Un calendrier d'action/suivi sur 2 ans

6. Logistique, Durée, sécurité et administration

6.1. DEPLACEMENT

PUI facilitera la réservation d'un vol international pour le(a) consultant(e), ainsi que le vol interne en République Centrafricaine entre le bureau de coordination et la base d'accueil sur le terrain. Les coûts des vols sont inclus dans les frais de consultance. En RCA, le(la) consultant(e) sera hébergé(e) dans les guest-house de PUI, à Bangui et Ndélé. PUI mettra à sa disposition la logistique roulante nécessaire pour la collecte des données terrain et autres déplacements dans le cadre de l'évaluation.

6.2. SECURITE

Avant le démarrage de sa mission, le(a) consultant(e) sera briefé(e) sur les questions de sécurité. Sur place, le(a) consultant(e) devra respecter les règles de sécurité en vigueur sur la mission PUI.

Le(a) consultant (e) sera en charge de sa protection sociale et assurance rapatriement durant sa mission.

6.3. RESSOURCES HUMAINES

Le(a) consultant(e) travaillera en étroite collaboration avec le coordinateur SANME qui sera le point focal PUI sur la mission, le Responsable Suivi et Evaluation, ainsi que le responsable projet et le coordinateur terrain adjoint à Ndélé pour la validation de la méthodologie et des instruments de collecte des données. Il/elle pourra s'appuyer sur une équipe déjà en place pour la collecte des données. En fonction des besoins, cette équipe pourra être renforcée par des personnes ressources extérieures qui seront identifiées par PUI et validées par le(a) consultant(e).

6.4. EQUIPEMENT

Le(a) consultant(e) devra apporter son propre ordinateur portable. PUI fournira tout l'équipement nécessaire pour effectuer sa mission (mobilier, papeterie, vidéo projecteur, GPS, etc.). Une connexion Internet est par ailleurs disponible dans tous les bureaux et guest-houses de PUI.

6.5. DUREE

La durée de l'engagement est de 8 semaines (02 mois) à compter de la date de validation de la méthodologie et du chronogramme de la mission. En option, des visites de suivi (1 fois par an à raison de 2 missions) seront prévues par le consultant pour assurer le suivi des actions/recherches et capitalisations des pratiques développées. Sur la base de la 1^{ère} mission et de ses résultats, PUI évaluera cette possibilité.

7. Compétences attendues

- Le(a) consultant(e) doit être un(e) expert(e) avec une expérience avérée dans la conduite de diagnostic agricole et d'étude de filières agropastorale ; une maîtrise des concepts agro-écologiques et Champs Ecoles Paysans et chaîne de valeur est souhaitée
- Diplôme d'études supérieures en Agronomie, agroéconomie (BAC + 5 minimum) ou tout autre domaine similaire ou équivalent
- Des connaissances approfondies et une expérience pratique en recherche quantitative et qualitative
- Excellentes capacités d'organisation, d'animation, de présentation et de communication
- Excellentes compétences rédactionnelles en français
- Expérience de travail dans un contexte d'urgence
- La connaissance de l'environnement du Nord-Est de la RCA serait un atout.

8. Dossier de candidature et modalité de soumission

Les candidat(e)s au présent appel à consultance sont prié(e)s de soumettre leurs candidatures comportant :

- Une lettre de motivation mentionnant les dates de disponibilité ;
- Un curriculum vitae ;
- Une ou deux références d'évaluation similaire (commanditaire, contact, pays, sujet, résultat obtenu)
- Un document synthétique de 6 à 10 pages comportant :
 - La compréhension des termes de référence en lien avec les qualifications et expériences du postulant ainsi que toute suggestion visant à améliorer les termes de référence, dans l'optique de l'atteinte des résultats attendus ;
 - Une méthodologie complète et structurée ;
 - Une proposition budgétaire (TTC) ;
 - Un chronogramme.

9. Droits de propriété

La propriété du rapport appartient exclusivement à PUI, aux membres du Consortium et au bailleur concerné (AFD). Tout document ou publication lié à cette étude ne pourra être partagé qu'avec PUI.

10. Annexe

Documents de référence (liste non exhaustive)

- PUI / Rapport diagnostic SANME_Bamingui Bangoran_Oct 2017
- HNO - 2021 de la RCA